

DROIT DE REPONSE
ADRESSE A LA REVUE « SOCIALISME »

★

La politisation de l'administration

(suite et fin)

Monsieur le Directeur,

L'Auxiliaire de la Presse m'envoie l'article signé par M. Daniel Norrenberg dans le numéro d'août de votre estimée revue. Je me permets d'y répondre, non parce que j'y suis nommé cité, mais parce que non seulement l'Institut belge de Science politique dont je suis le Président y est mis en cause, mais encore les politicologues, eux-mêmes, ou du moins « certains » d'entre eux, dont je suis.

1. Au colloque qu'avaient organisé conjointement l'Association française de Science politique et l'Institut belge de Science politique sur le thème en question, assistaient notamment du côté français, MM. Goguel, Président de l'Association française de Science politique, professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Paris, Jean Touchard, Secrétaire Général de la Fondation nationale des Sciences politiques, Bernard Gournay, Conseiller référendaire à la Cour des Comptes, M^{me} Jeanne Siwek, Chargée de recherche au Centre national de la Recherche scientifique et quelques autres représentants de la science politique française. Du côté belge, les professeurs E. Jorion, St. Bernard, M. Boeynaems, R. Aubert, le Bureau de notre Institut et les rédacteurs en chef de notre revue, *Res Publica*.

Tous furent d'accord pour constater la réalité, la généralité et la constance du phénomène de politisation — pour reconnaître que les efforts faits pour « séparer l'administration de la politique » s'étaient révélés vains — pour analyser les raisons de cet échec et, en tout cas, pour les placer ailleurs que dans la seule recherche des avantages personnels ou l'« incivisme » latent des partis — et pour observer qu'à côté d'inconvénients sérieux du point de vue du civisme des citoyens

et humainement graves du côté des fonctionnaires, pareille évolution pouvait présenter certains avantages, notamment ceux de permettre d'échapper peut-être aux tentations de l'élitisme et de la technocratie.

Je n'ai pas souvenir que la brève intervention de M. Norrenberg audit Colloque ait remis ces faits en question. En tout cas, elle n'interrompit, ni ne détourna le cours de la discussion.

Finalement, le thème de la politisation de l'administration parut si riche en perspectives diverses que le Comité des Programmes de l'Association internationale de Science politique l'adopta pour son Congrès qui aura lieu à Montréal en août 1973.

Si le phénomène était aussi inexistant, aussi rare ou aussi superficiel que l'affirme M. Daniel Norrenberg, croit-on qu'il aurait retenu l'attention d'un Comité qui groupe, qu'on le veuille ou non, quelques-uns des représentants les plus qualifiés de la science politique mondiale ?

2. M. Norrenberg écrit : « A mérite égal (mais qui juge les mérites ? et selon quels critères ?), l'appartenance politique *pourra* (je souligne) intervenir ». Avons-nous tort de dire que, d'une façon ou d'une autre, elle intervient *toujours* ? Norrenberg ajoute d'ailleurs, ce qui confirme notre thèse : « Les discussions à propos de la nomination de secrétaires généraux ou de gouverneurs de province... indiquent » (que joue l'appartenance politique). Ne jouerait-elle pas dans bien d'autres cas ?

Daniel Norrenberg écrit encore « La politisation existerait si les candidats de l'opposition étaient systématiquement écartés de toute promotion pendant les années au cours desquelles leur parti était absent du pouvoir. *Tel n'est pas le cas en Belgique* ».

M. Norrenberg peut-il me citer l'exemple d'un fonctionnaire communiste ou PLP qui ait été promu, ces dernières années, à de hautes fonctions ?

Inversement, peut-il me citer un fonctionnaire à qui ses allégeances politiques ou syndicales n'aient pas été utiles à un moment de sa carrière ? Enfin, peut-il me citer le cas d'un fonctionnaire parfaitement « incolore » (politiquement parlant), s'il en existe, qui ait réussi une belle carrière, *sans aucun appui politique* ?

3. M. Norrenberg, qui ne nie pas qu'une « certaine politisation » puisse produire ses effets dans les rangs de l'Administration, ajoute aussitôt que celle-ci ne l'a jamais amenée à saboter, voire à freiner, des projets avec lesquels elle était « en parfait désaccord ». Il ajoute : « Rares sont les ministres qui ont été mécontents de leurs administrations ».

J'en accepte l'augure. Mais si l'Administration, même politisée, pose aussi peu de problèmes aux ministres novateurs, comment expliquer que

M. Norrenberg estime néanmoins qu' « un certain degré de politisation » puisse être « souhaitable pour mettre en œuvre une politique *nouvelle* » ? Comment expliquer aussi l'importance et l'action, très souvent décisive, des Cabinets ministériels ?

4. M. Norrenberg reproche aux politistes présents au Colloque du 13 février 1971 d'avoir procédé à une critique systématique et dénigrante des partis politiques et des syndicats. En fait, aucun des participants n'a rien dit qui ressemblât, de près ou de loin, à une critique de ce genre ou qui mit en doute le bien-fondé de l'action menée par ces groupes. Personne n'a avancé que « leur seul (?) but (consistait)... à favoriser les nominations partisans, les parachutages et les promotions injustifiées ». Mais tous ont constaté que les partis au pouvoir veillaient à promouvoir et à récompenser leurs fidèles et que la chose était bien naturelle dans un régime politique qui se voulait plus démocratique que méritocratique (le sénateur VU Lode Claes, seul homme politique présent au Colloque, s'éleva même contre la froideur « scientifique », le « cynisme » avec lesquels les politistes observaient ce phénomène, à tant d'égards traumatisant).

5. Dans un tout autre ordre d'idées, puis-je faire remarquer qu'il n'entre pas dans les habitudes, ni dans l'esprit des colloques où se rencontrent politistes ou sociologues, de suspecter la bonne foi de ceux qui y participent ou de leur faire des procès d'intention ? Ecrire, comme le fait Daniel Norrenberg, que certains prennent « plaisir à noircir *volontairement* » telle ou telle situation, ou en veulent « pour des motifs *divers* » (sous-entendu : peu honorables) à des organisations sociales, ou encore « essaient au nom de leur science de les *discréditer* », et que, tout compte fait, pareil « acharnement » lui semble « finalement *suspect* », et participe d'une volonté de « *dénigrer sans le moindre discernement* », peut certes correspondre à une certaine réalité psychique. Après tout, les hommes ne sont pas des « computers ». Leurs idéologies, leurs engagements, leur expérience, leurs intérêts, jouent, à n'en pas douter, dans leur façon de voir les choses.

Mais il n'est pas de bonne courtoisie de rappeler ces « vérités » élémentaires à ceux avec qui l'on dialogue. Que serait un congrès dans lequel les Américains passeraient leur temps à rappeler aux Soviétiques qu'il ne leur est pas permis de penser librement et les Soviétiques, à répliquer aux Américains qu'ils défendent des thèses favorables à l'impérialisme yankee (ce qu'au demeurant, ils font très rarement), parce qu'ils ont un fil (d'or) à la patte ?

Que deviendrait le dialogue scientifique dans ces conditions ? Que dirait d'ailleurs Daniel Norrenberg lui-même si l'on expliquait les opi-

nions qu'il défend, en recourant à des « arguments » de même nature que ceux qu'il utilise pour expliquer l'attitude de « certains » politistes, à savoir des arguments plus partisans qu'objectifs, plus personnels que généraux et, tout compte fait, peu honorables pour la personne à qui on les adresse ?

Il répondrait, sans aucun doute, ce qu'il répond, page 352, qu'il ne se retrouve pas dans le tableau que l'on aurait ainsi tracé de lui. Et il aurait raison. Car il aurait présent à l'esprit les motifs conscients de ses allégeances politiques. Et il récuserait les arguments qu'il impute avec tant d'allégresse à ceux qui ne partagent pas sa façon de voir. Et, encore une fois, il aurait raison. Mais est-il permis de faire deux remarques ? La première est que, depuis Freud, plus personne ne juge aujourd'hui la conduite des hommes sur les seuls motifs conscients et explicites qu'ils en donnent eux-mêmes. Et surtout dans les domaines où les convictions et les intérêts forment un mélange particulièrement homogène. La deuxième, qu'il n'est, je l'espère, pas interdit aux spécialistes, dont c'est la vocation d'observer d'un œil aussi froid et aussi lucide que possible, de voir la réalité concrète autrement que ceux qui la vivent, ne fût-ce qu'en l'observant globalement, « *sine ira nec odio* ».

6. Quant à expliquer « le faible intérêt manifesté par les hommes politiques » aux travaux des politistes par l'incapacité de ceux-ci à observer correctement la réalité politique, ou, pis encore, par leur supposée volonté consciente de dénigrer l'action des hommes politiques, il me paraît que pareille façon de voir relève de la plus haute fantaisie et ne fait pas honneur au courage et à la pugnacité des professionnels de la politique. Aucune association nationale de politistes, aucun congrès national ou mondial de science politique n'a jamais interdit, que je sache, aux praticiens de la Chose Publique de participer à leurs travaux.

Quand l'Institut belge de Science politique leur a-t-il jamais fermé ses portes ? Bon nombre d'hommes politiques font partie de son Conseil d'Administration et nous nous apprêtons, en ce moment même, à faire appel à un certain nombre de « coming men » du monde politique que nous aimerions avoir à nos côtés.

L'Institut a toujours invité les hommes politiques à participer aux colloques qu'il organise.

Il a demandé aux présidents de tous les partis politiques belges de venir exposer les programmes des formations dont ils avaient la responsabilité. Il a reproduit fidèlement leurs exposés. Que peut-on faire de plus ou de mieux ?

En outre, il ne se passe pas de mois que les rédacteurs de *Res Publica* ne disent aux hommes et aux journalistes politiques que les colonnes de notre revue leur sont toujours largement ouvertes : comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement ?

Il est normal que ceux qui font la politique, qui sont donc les principaux producteurs de la matière première, objet de la réflexion des politistes, aient accès sans condition aucune à nos travaux et à nos publications, viennent nous expliquer en quoi et pourquoi leur approche est nécessairement — et heureusement — différente de la nôtre, sur quels points nous nous trompons et quels sont leurs problèmes ?

Voilà l'esprit qui anime les politistes. C'est même d'ailleurs pourquoi ils ne peuvent qu'être étonnés en constatant que si peu d'hommes politiques répondent aux invitations qui leur sont adressées régulièrement, et notamment, pourquoi si peu d'entre eux étaient présents quand, pendant deux fois deux journées entières, l'Institut a essayé de voir clair dans les problèmes du fédéralisme, et plus spécialement, dans la situation de Bruxelles face au fédéralisme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs et les plus distingués.

L. MOULIN.

